



OFFRE D'EMPLOI

Prière d'afficher et de diffuser

Titre du poste :	Conseiller(ère) juridique - Accès à la justice
Lieu de travail :	Port-au-Prince, Haïti
Date limite pour postuler :	8 août 2017 à 23h59
Date d'entrée en fonction :	Septembre 2017
Conditions de travail:	Contrat de travail national à temps complet

RÉSUMÉ DU POSTE

Avocats sans frontières Canada (ASFC) est à la recherche d'une personne engagée et dynamique qui souhaite contribuer au succès du projet *Accès à la justice et lutte contre l'impunité en Haïti* (AJULIH). Les candidat(e)s ayant une expérience de travail en matière de documentation et d'assistance juridique en matière des droits humains, notamment des femmes et des mineurs sont particulièrement invité(e)s à postuler. Le/la candidaté(e) retenu(e) travaillera de concert avec l'Office de la protection du citoyen (OPC) et d'autres organisations de la société civile afin de renforcer l'accès à la justice.

CONTEXTE

Active en Haïti depuis 2006, ASFC est une organisation non gouvernementale de coopération internationale dont la mission est de soutenir la défense des droits humains des groupes ou des personnes les plus vulnérables par le renforcement de l'accès à la justice et à la représentation juridique.

Le projet AJULIH, d'une durée de 5 ans, financé par Affaires mondiales Canada, vise à mobiliser la société civile en tant qu'actrice incontournable du renforcement de la justice afin de pousser cette dernière à devenir une institution forte d'une gouvernance inclusive et responsable et un réel contrepoids démocratique.

Pour en savoir davantage, visitez le www.asfcanda.ca.

PRINCIPALES RESPONSABILITÉS

Sous la supervision du chef de mission à Port-au-Prince et en étroite collaboration avec l'équipe juridique au Canada, le/la conseiller(ère) juridique – accès à la justice:

- Collabore à la mise en œuvre du volet « Accès à la justice » et au suivi des activités de l'OPC en fonction des principes de gestion axée sur les résultats;
- Offre aux membres de l'équipe et aux partenaires, au Canada et sur le terrain, un soutien juridique et méthodologique pour les programmes et activités, avec une focalisation en matière d'aide juridique et d'assistance judiciaire;
- Contribue au développement d'une boîte à outils juridiques et techniques sur la documentation et la dénonciation des violations des droits humains, plus spécifiquement, des droits des femmes et des enfants;
- Assure la liaison entre l'équipe d'ASFC en Haïti, l'OPC et le Protecteur du citoyen au Québec lors des missions en Haïti et à l'étranger;

- Rédige ou participe à la rédaction des documents juridiques des projets et activités, notamment les analyses, rapports, études et guides;
- Participe à des activités de communications, de plaidoyer et d'engagement du public;
- Réalise des activités de liaison avec les différents intervenants et les parties prenantes, notamment les partenaires locaux et internationaux, les gouvernements et les milieux juridique et universitaire;
- Contribue à la préparation de modules de formation à l'intention des agent(e)s de l'OPC et d'autres groupes (organisations de la société civile, associations d'avocats) en matière de documentation, dénonciation des violations et de respect des conventions internationales sur les droits humains;
- Contribue à fournir des services d'assistance judiciaire (préparation des dossiers des plaignants, suivi des dossiers) en collaboration avec l'OPC ou d'autres organisations d'avocats ou de la société civile.

Et, de manière générale, effectue toute autre tâche connexe utile ou nécessaire à la demande de l'organisation.

PROFIL RECHERCHÉ

- Formation universitaire en droit;
- Avocat(e), membre d'une juridiction d'un Barreau en Haïti;
- Au moins 5 ans d'expériences de pratique professionnelle juridique, telle enquête, mémoire sur des projets de loi, rapport sur les violences domestiques;
- Connaissance de la législation en matière de droits humains et l'organisation de la justice en Haïti;
- Forte motivation associative, sens de la solidarité internationale, adhésion aux valeurs et à la mission d'ASFC;
- Capacités pour le travail d'équipe en contexte multidisciplinaire, entregent, intelligence interpersonnelle, vision stratégique et sens politique;
- Excellent sens de l'organisation, esprit d'initiative, rigueur et débrouillardise;
- Excellentes capacités de synthèse, d'analyse et de rédaction en français;
- Maîtrise des outils informatiques de bureau, en particulier les logiciels de traitement de texte, le courrier électronique, Internet et les bases de données;
- Autonomie, sens de l'initiative, souplesse, impartialité, disposition à travailler parfois sous pression et à se déplacer en région si nécessaire;
- Maîtrise du français, de l'anglais et du créole, à l'oral comme à l'écrit.

Atouts

- Connaissance des politiques et droits relations à l'égalité entre les femmes-hommes (EFH)
- Connaissance approfondie en droit international ou en droits humains;

POUR MANIFESTER VOTRE INTÉRÊT

Faites-nous parvenir une lettre (maximum une page) expliquant vos motivations pour le poste, votre curriculum vitae (maximum trois pages), une copie du diplôme pertinent ainsi qu'une lettre de référence avec l'adresse du référent à l'adresse recrutement.haiti@asfcanada.ca, et ce, en prenant soin d'inscrire en objet : **Conseiller(ère) juridique - Accès à la justice AJULIH – ET votre nom de famille**

Les candidatures doivent être reçues au plus tard le 8 août 2017 à 23h59.

Nous remercions tout(e)s les candidat(e)s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour entrevue seront contactées.